ed thanks

quality
gibility
the

re filmed
ng on
d impres-
e. All
g on the
pres-
printed

che
"CON-
END"),

d at
ge to be
ned
left to
s as
te the

L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

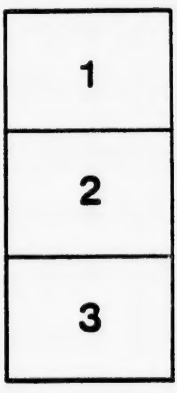
Department of Rare Books
and Special Collections,
McGill University, Montreal

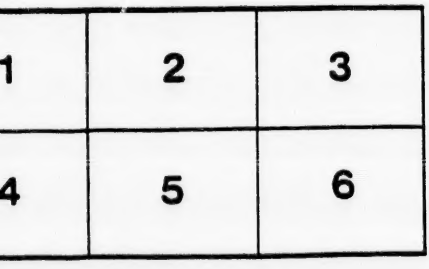
Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole ⟶ signifie "A SUIVRE", le symbole ∇ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.





SURPLUS

— ET —

DEFICITS

SURPLUS ET DEFICITS

On pourrait faire des volumes avec ce qu'ont dit et écrit les conservateurs à propos de surplus et de déficits. A les en croire, les administrations libérales ne pouvaient avoir que des déficits et les gouvernements conservateurs que des surplus. C'est dit en toutes lettres à la page 27 de leur brochure pour les élections de 1882 :

" Sous les gouvernements conservateurs, ce sont les surplus qui ont été appliqués à nous enrichir.

" Sous les libéraux, ce sont les déficits qui nous ont appauvris. "

Telle est la tradition conservatrice, le mot d'ordre avec lequel ces braves gens ont fait la campagne durant près de vingt ans.

M. Laurier, qui n'aime pas les vieilleries, s'est insurgé contre cette tradition conservatrice, a brisé ce vieux sabre du charlatanisme bleu. Aujourd'hui, l'adage des conservateurs est renversé et pour dire les choses telles qu'elles sont, il faut parler des *surplus libéraux* et des *déficits conservateurs*.

Voici à ce sujet une page des Comptes Publics sur laquelle il est bon d'attirer l'attention particulière des électeurs :

Années	Recettes	Dépenses	Surplus	Déficits
1868.	$13,687,928.49	$13,486,092.96	$ 201,835.53	
1869.	14,379,174.52	14,038,084.00	341,090.52	
1870.	15,512,225.65	14,345,509.58	1,166,716.07	
1871.	19,335,560.81	15,623,081.72	3,712,479.09	
1872.	20.714,813.68	17,589,468.82	3,125,344.86	
1873.	20,813,469.45	19,174,647.92	1,638,821.53	
1874.	24,205,092.54	23,316,316.75	888,775.79	
1875.	24,648,715.04	23,713,071.04	935,644.00	
1876.	22,587,587.05	24,488,372.11		$1,900,785.06
1877.	22,059,274.11	23,519,301.77		1,460,027.66

Années	Recettes	Dépenses	Surplus	Déficits
1878. .	22,375,011.88	23,503,158.25		1,128,146.37
1879. .	22,517,382.14	24,455,381.56		1,937,999.42
1880. .	23,307,406.69	24,850,634.45		1,543,227.76
1881. .	29,635,297.54	25,502,554.42	4,132,743.12	
1882. .	33,383,455.52	27,067,103.58	6,316,351.94	
1883. .	35,794,649.80	28,730,157.45	7,064,492.35	
1884. .	31,861,961.73	31,107,706.25	754,255.48	
1885. .	32,797,001.22	35,037,060.12		2,240,058.90
1886. .	33,177,040.39	39,011,612.26		5,834,571.87
1887. .	35,754,993.25	35,657,680.16	97,313.09	
1888. .	35,908,463.53	36,718,494.79		810,031.26
1889. .	38,782,870.23	36,917,834.76	1,865,035.47	
1890. .	39,879,925.41	35,994,031.47	3,885,893.94	
1891. .	38,579,310.88	36,343,567.96	2,235,742.92	
1892. .	36,921,871.60	36,765,894.18	155,977.42	
1893. .	38,168,608.85	36,814,052.90	1,354,555.95	
1894. .	36,374,693.07	37,585,025.52		1,210,332.45
1895. .	33,978,129.47	38,132,005.05		4,153,875.58
1896. .	36,618,590.72	36,949,142.03		330,551.31
1897. .	37,829,778.40	38,349,759.84		519,,981.44
1898. .	40,555,238.03	38,832,525.70	1,722,712.33	
1899. .	46,741,249.54	41,903,500.54	4,837,749.00	
1900. .	49,034,597.48	34,826,400.84	14,208,196.64	
			60,641,727.04	23,069,588.95

Ce tableau est la reproduction des pages XXX et XXXI des Comptes Publics pour 1899, et pour l'année 1900, de l'état publié dans la *Gazette du Canada*, du 21 juillet 1900, p. 151.

Pour les quatre ans de l'administration Laurier, il y a $519,-981.44 de déficit et $20,768,657.97 de surplus, ce qui laisse un excédent de surplus de $20,248,676.53 pour la période, ou une moyenne de $5,062,169.13 par année.

Admettons que M. Laurier a prestement viré la feuille des déficits.

Faisons maintenant le même calcul pour les dix-huit ans de régime conservateur compris entre la chute du gouvernement Mackenzie, en 1878, et l'avènement de l'administration Laurier, en 1896.

Que trouvons-nous ? — $28,862,361.68 de surplus et $18,060,-648.55 de déficits, ce qui ne laisse que $10,801,713.13 de surplus net, ou une moyenne de $600,095.17 par année.

M. Laurier n'a battu cela que de $4,461,073.96.

Les conservateurs seront bien forcés d'admettre que ce n'est pas une bagatelle et qu'il ne leur sied plus de parler des déficits libéraux.

Durant les cinq ans de l'administration Mackenzie, de 1873 à 1879, il y a eu $1,824,419.79 de surplus et $4,488,958.12 de déficits, ce qui laisse un excès de déficit de $2,664,539.33.

Retranchez cela de l'excès de surplus de M. Laurier et il reste encore au crédit des libéraux une balance de surplus de $17,584,-137.20.

Pour les six premières années de la Confédération, ou pour les six ans finissant le 30 juin 1873, les conservateurs ont eu $10,186,-287.60 de surplus, ou une moyenne de $1,697,741.60 par année.

Maintenant résumons tout cela.

Durant leurs vingt-quatre ans d'administration, les conservateurs ont eu $39,048,649.28 de surplus et $18,060,648.55 de déficits, ce qui laisse une balance de surplus de $20,988,000.73 pour les vingt-quatre ans, ou une moyenne de $874,500.03 par année.

Durant les neuf ans d'administration libérale, il y a eu $22,-593,077.76 de surplus et $5,008,940.56 de déficits, ce qui laisse pour les neuf ans une balance de surplus de $17,584,137.20, ou une moyenne de $1,953,793.02 par année.

En jugeant d'après la règle posée dans la brochure conservatrice de 1882, les conservateurs auraient enrichi le pays de $874,-500.03 par année, et les libéraux de $1,953,793.02, ou $1,079,292.99 de plus.

Pourquoi le peuple mettrait-il de côté les libéraux, dont l'administration accuse sur celle des conservateurs un avantage de plus d'un million par année ?

Que dirait-on d'un homme d'affaires qui congédierait un gérant dont l'administration lui rapporte $100.00 par année de plus que celle d'un autre par qui il le remplacerait ? On dirait tout simplement qu'il a perdu la tête.

En vertu de quoi ce qui n'a pas de bon sens dans les affaires privées en aurait-il dans les affaires publiques ?

Il faut toujours respecter un peu la logique.

RECETTES ET PAIEMENTS

Tant que nous n'avons eu à leur opposer que le résultat de l'administration Mackenzie, les conservateurs n'ont pas voulu accepter d'autre criterium, pour juger la valeur d'une administration, que

la recette et la dépense du fonds consolidé, telles qu'établies dans le tableau donné plus haut. Depuis que M. Laurier leur a enlevé cet atout, en les écrasant par des surplus, ils ont changé de tactique et maintenant ils prétendent que la comparaison doit se faire entre le total des recettes et celui de la dépense, y compris la dépense à compte du capital. Cette nouvelle doctrine, qui n'est que la répétition du charabias de M. Hall à l'égard de l'administration Marcier, est exposée à la page 7 de la brochure No 2, que ces messieurs répandent pour la campagne électorale.

" On fait une distinction, dit l'auteur de cet écrit, entre le fonds consolidé et le fonds capital, entre dépenses ordinaires et extraordinaires. Ce qu'il importe de savoir, c'est ce que nous avons réellement dépensé. Les dépenses totales, sans chinoiseries de comptabilité, c'est-à-dire tout ce qui se dépense, sans distinguer entre dépenses ordinaires et extraordinaires, sont la vraie pierre de touche de l'administration. "

Appliquons cette nouvelle doctrine des financiers conservateurs.

Le tableau suivant, donnant pour chaque année le total des paiements et le total des recettes, est extrait des pages XVa et XVb des Comptes Publics, pour 1899, et pour l'année 1900, de la *Gazette du Canada*, du 21 juillet 1900, p. 151 :

	Paiements	Recettes	Excès des paiements	Excès des recettes
1868. .	$14,071,688.52	$13,687,928.49	$ 383,760.03	
1869. .	14,908,165.64	14,379,174.52	528,991.12	
1870. .	18,016,613.94	15,539,657.36	2,476,956.58	
1871. .	19,293,478.23	19,375,036.79		$ 81,558.56
1872. .	25,665,974.74	20,714,813.68	4,951,161.06	
1873. .	39,039,807.57	20,970,591.35	18,069,216.22	
1874. .	33,498,075.71	24,507,652.93	8,990,422.78	
1875. .	32,888,910.54	24,649,723.62	8,239,186.92	
1876. .	31,958,144.45	22,592,055.27	9,366,089.18	
1877. .	32,507,995.70	22,927,760.55	9,580,235.15	
1878. .	30,545,771.60	22,406,257.37	8,139,514.23	
1879. .	30,779,938.52	27,020,524.90	3,759,413.62	
1880. .	34,041,756.11	23,364,546.90	10,077,209.21	
1881. .	33,796,642.66	29,635,297.54	4,161,345.13	

	Paiements	Recettes	Excès des Paiements	Excès des Recettes
1882. .	34,674,625.39	35,182,549.21		507,923.82
1883. .	42,898,885.96	36,803,668.95	6,095,217.01	
1884. .	57,860,861.53	32,815,225.73	25,045,635.80	
1885. .	49,163,077.53	33,354,040.81	15,809,036.72	
1886. .	61,837,568.52	33,479,882.80	28,357,685.72	
1887. .	41,504,151.88	35,755,530.91	5,748,620.97	
1888. .	45,064,124.04	35,908,463.53	9,155,660.51	
1889. .	43,518,198.06	38,782,870.23	4,735,327.83	
1890. .	41,770,332.73	39,879,925.41	1,890,407.32	
1891. .	40,793,208.19	38,579,310.88	2,213,897.31	
1892. .	42,272,136.32	36,921,871.60	5,350,264.72	
1893. .	40,853,727.91	38,208,608.85	2,645,119.06	
1894. .	43,008,233.89	36,374,883.21	6,633,350.68	
1895. .	42,872,338.44	33,978,129.47	8,894,208.97	
1896. .	44,096,383.92	36,618,590.72	7,477,793.20	
1897. .	42,972,755.89	37,829,778.40	5,142,977.49	
1898. .	45,334,281.06	40,556,510.06	4,777,771.00	
1899. .	51,542,635.29	46,743,102.95	4,799,532.34	
1900. .	42,625,877.95	49,034,597.48		6,408,729.53

En 1900, il est resté un surplus de $6,408,729.53 après avoir acquitté toutes les dépenses, ordinaires et extraordinaires.

D'après ce tableau, les recettes pour les six ans finissant le 30 juin 1873, sous le régime conservateur, ont été de $104,667,202.19, et les paiements ont atteint le chiffre de $130,995,728.64, c'est-à-dire qu'ils ont excédé les recettes de $26,328,526.45, soit au taux de $4,388,087.74 par année.

De 1873 à 1878, ou pour les cinq ans de l'administration libérale de M. Mackenzie, les recettes ont été de $117,083,449.74 et les paiements de $161,398,898.00 : les paiements ont excédé les recettes de $54,315,448.26, ou au taux de $10,863,089.65.

Pour les dix-huit années d'administration conservatrice embrassant la période de 1878 à 1896, les recettes forment un total de $622,863,921.78 et les paiements un total de $770,806,191.30 Les paiements dépassent les recettes de $147,942,269.52, ce qui fait une moyenne de $8,219,014.97 par année.

Pour la période comprise entre 1896 et 1900, sous l'administration libérale de M. Laurier, les recettes totales s'élèvent à $174,163,988.99 et les paiements à $182,475,550.19. Les paiements excè-

dent les recettes de $8,311,561.30, ou une moyenne de $2,077,890.32 par année.

Il est clair que l'administration Laurier accuse un résultat qui l'emporte de beaucoup sur celui de toutes les autres administrations. En effet, sous le régime libéral de M. Laurier, l'excès des paiements sur les recettes a été de $6,141,124.65 moindre, par année, que pour la période conservatrice et de protection de 1878 à 1896, de $2,310,197.42 moindre que pour la période de conservatrice de 1867 à 1873.

" Sans chinoiseries de comptabilité ", comme dit la brochure bleue, voilà le résultat de l'administration libérale de M. Laurier.

La comparaison est tout simplement écrasante pour les conservateurs.

A n'importe quel point de vue, l'administration libérale de M. Laurier accuse des résultats infiniment plus brillants, infiniment plus avantageux au peuple que celle de n'importe laquelle de ses prédécesseurs.

Quelle raison le peuple aurait de mettre de côté cette sage et progressive administration dont les dépenses, y compris celles à compte du capital, n'excèdent les recettes que de $2,077,890.32 par année, en moyenne, pour la remplacer par une autre, composée des hommes qui, sous ce régime de protection qu'ils vantent tant, ont, durant dix-huit ans, dépensé $8,219,014.97 par année, en moyenne, de plus que le revenu ?

Les électeurs sont-ils prêts, dans le seul but de faire plaisir aux chefs bleus, de se remettre encore sous la férule de ces hommes qui les enfonçaient de $8,219,014.97 par année ? En une seule année de leur administration, le découvert était aussi considérable que pour les quatre ans de l'administration Laurier.

" Sans chinoiseries," voilà ce que prouvent les documents publics.